

Morne plaine : c'est un peu l'état du paysage politique de ce début d'année 2018... Si le Pouvoir déroule ses projets et avance ses propositions sans rencontrer beaucoup d'opposition, si l'on met de côté le débat autour du projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes (aujourd'hui clos), c'est peut-être la conséquence d'une certaine **fatigue post-électorale** et de la remontée spectaculaire de la popularité du président et de son premier ministre, comme une sorte d'évidence ou de renoncement. Il est vrai aussi que

les oppositions actuelles à M. Macron ne sont guère convaincantes, et parfois trop peu crédibles pour entraîner l'adhésion du grand nombre

: le million de manifestants que M. Mélenchon annonçait et espérait n'était pas au rendez-vous à l'automne (et c'est Johnny Hallyday qui, à son corps défendant, le mobilisera, un froid samedi de décembre), et la faible mobilisation sociale de la rentrée en a découragé plus d'un, laissant la voie libre, au moins pour un temps, à un large déploiement de l'action et des projets gouvernementaux. Mais, en politique française, il faut toujours être prudent : Jacques Bainville rappelait qu'il fallait «

attendre l'inattendu, prévoir l'imprévisible

» si l'on voulait faire de la bonne politique et comprendre l'histoire qui se déroule sous nos yeux...

Car, il faut le dire, **les sujets de mécontentement ne manquent pas en France aujourd'hui, et les réponses apportées par la République macronienne ne sont pas, loin de là, toutes satisfaisantes** . Bien sûr, le royaliste que je suis refuse de pratiquer la

politique du pire ou celle de l'opposition systématique quand je suis plutôt

partisan d'une opposition « systémique »

qui dépasse les seules personnes engagées dans les fonctions étatiques : par exemple, je trouve intéressant l'effort du président de

remettre de la verticalité au sein du Pouvoir

, et

cette forte présence diplomatique qui remet la France au cœur du monde sans l'y perdre

. En revanche, je suis plutôt

sceptique sur la volonté de l'État de mener une politique écologique pérenne

, et encore plus sur

sa capacité à assurer la protection du Travail français dans ses particularités et sa main-d'œuvre, tout comme dans sa répartition territoriale

: les présupposés idéologiques de nombre de membres du gouvernement d'Edouard Philippe, qui sont aussi ceux des classes urbaines mondialisées, m'inquiètent et, parfois, me révoltent.



C'est là que **ma critique du Pouvoir actuel est systémique, à la fois politique et institutionnelle** , et qu'elle ne considère pas, fondamentalement, que ce sont les hommes qu'il faille (seulement ?) changer mais bien plutôt l'état d'esprit et les institutions politiques : il s'agit bien de mener ce que Maurras, plutôt inspiré sur ce sujet, qualifie de « **révolution rédemptrice** » après l'avoir, dans un premier temps, évoqué sous la formule de « révolution conservatrice ». **Une révolution « par le haut », royale** en somme !

Mais, comment définir la Monarchie royale aujourd'hui, alors que cela fait plus d'un siècle et demi que le dernier roi est parti en exil, et que la France a connu tant de bouleversements et de profondes mutations dans son être même ? **Le piège à éviter est la simple transposition d'institutions d'hier dans le monde d'aujourd'hui**

, au nom d'une « éternité » dont la Monarchie aurait le secret, du fond de son tombeau : car elle pourrait bien alors lui être fatale quand la Monarchie n'est, à mon sens, que plongée en dormition dont elle attend qu'un prince, les « hommes énergiques » du Roi et les événements, sans oublier les peuples de France, ou « le Peuple » considéré comme une entité politique, la sortent pour lui confier

le sceptre et la main de justice

qui sont ses attributs les plus symboliques et « actifs ».

Les grands éléments de la définition d'une **Monarchie royale** sont, à mon sens, **le mode de transmission héréditaire et successible de la magistrature suprême de l'État**

qui garantit son indépendance de parole et d'action (quelles que soient leurs modalités et champs d'exercice, sur laquelle il peut y avoir de nombreux et forts débats) ;

l'incarnation de l'État dans ses dimensions symboliques et de « haute politique » par le souverain

et, au-delà, par la famille royale elle-même qui, sans être associée à la prise de décision, l'est à celle de la représentation ;

la prise en compte en sa position magistrale de l'histoire de France entièrement assumée

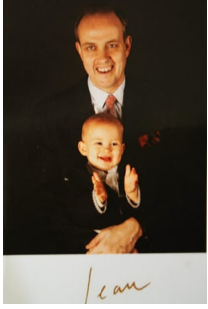
, y compris dans ses pages les moins belles ou les plus polémiques, de la Monarchie ancienne à la République sous ses multiples constitutions :

pour être le Roi de tous, il doit tout prendre de l'histoire de notre pays

, non pour tout accepter mais pour tout reconnaître de celle-ci et des sentiments qui s'y sont affirmés et parfois rudement affrontés,

en « effaçant les rancunes pour ne voir que les espérances »

...



Oserai-je dire que le reste me semble, parfois, bien accessoire ? Cela ne signifie pas que je renonce à **une Monarchie active, éminemment sociale et écologiste intégrale, trait d'union entre les multiples particularités du pays, fédérative donc, et fortement décentralisatrice** : tout cela est bel et bon, et fort nécessaire ! Mais cela ne peut se faire, dans le détail, que si, déjà, **la base de granit de la Monarchie royale est assez solide pour tout supporter de son immense tâche refondatrice**

...

